Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 9 (1951)

Heft: 2

Artikel: Perspectives économiques de l'Amérique latine

Autor: Malabard, Jean

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-133581

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Perspectives économiques de l'Amérique latine

par Jean MALABARD
Dr en droit de l'Université de Paris,
diplômé des Hautes études commerciales de Paris

A la suite d'un conflit mondial auquel les nations ibéro-américaines n'ont participé que dans une mesure symbolique, de considérables changements se sont manifestés dans la structure économique. Jusqu'alors stagnant, le système politique et social a subi une évolution qui, pour être plus discrète qu'en matière commerciale ou financière, n'en est pas moins certaine. De ces changements on perçoit de nets symptômes, plus ou moins accusés mais communs à tous les Etats, sur lesquels se greffe un nationalisme aux aspects fort divers, escomptant parfois l'appui des Etats-Unis, le plus souvent dirigé contre eux.

Le stade colonial, qui a persisté près d'un siècle encore après la proclamation d'indépendance des vingt et une nations sud-américaines, est révolu. S'il est prématuré d'employer, même pour l'Argentine, le Brésil ou le Mexique, la qualification de grande puissance, malaisée à soutenir en présence des U. S. A. ou de l'U. R. S. S. ou d'entités telles que le Commonwealth, une autonomie grandissante est en voie d'élaboration, sujette à fluctuations mais de plus en plus visible depuis une quinzaine d'années.

C'est ainsi qu'au Mexique le gouvernement a procédé à une expropriation spectaculaire des compagnies pétrolifères étrangères, ce qui a suscité pendant nombre d'années des discussions interminables au sujet de la valeur de la dette à rembourser. Par ce geste, le gouvernement donnait satisfaction à l'opinion mexicaine violemment hostile aux concessions étrangères, et il s'est montré assez énergique pour ne jamais revenir, malgré des sollicitations pressantes, sur cette décision qui a provoqué une baisse sensible de la production par suite des difficultés d'exploitation et de débouchés. La branche pétrolière n'a d'ailleurs pas échappé au relèvement général de l'économie mexicaine depuis l'accession à la présidence du général Aleman, ce qui s'est traduit par une nette progression à la fois des recherches et des forages en 1949 et en 1950.

L'Argentine, à partir de 1943, s'est lancée dans une expérience de dirigisme et de nationalisme essentiellement orientés contre l'influence nord-américaine, avec la certitude, semble-t-il, au début, d'une victoire des armées de l'Axe. De là la naissance de l'I. A P. I., la création des cours multiples dans le commerce extérieur, l'industrialisation hâtive. Toutefois l'appétit dépassait les possibilités de l'organisme ; si des résultats importants furent vite acquis, à une époque où les exportations des denrées agricoles s'effectuaient avec facilité et à prix d'or, tous ne furent pas également heureux. Après trois ans de pleins pouvoirs, l'instigateur de cette politique, don Miguel Miranda, à la fois chef de l'I. A. P. I. et gouverneur de la Banque nationale, c'est-à-dire en fait dictateur de l'économie argentine, était révoqué en janvier 1949 par le général Peron qui orientait l'économie vers des mesures plus libérales. Néanmoins la valeur-or de la production par tête d'habitant demeure la plus élevée de l'Amérique latine, le gros effort accompli pour libérer les principales industries-clés persiste (elles emploient près d'un million d'ouvriers contre 490.000 en 1938) et, s'il a en définitive appauvri la nation, — les réserves d'or et de devises sont tombées, entre décembre 1946 et août 1949, de 5,6 à 2,2 milliards de pesos tandis que la circulation passait de 4 à 11 milliards de pesos — il reste solidaire de l'expérience Peron ; celle-ci n'est pas terminée, et conserve son caractère de nationalisme pointilleux, bien que le gouvernement ait fini par solliciter en mai dernier de l'Import Export Bank un prêt de 125 millions de dollars pour payer sa dette aux U. S. A.

Le Brésil, qui au cours de la dernière guerre s'était placé en flèche dans la collaboration avec les U. S. A., n'en a pas obtenu depuis lors les crédits qu'il escomptait pour le développement de ses ressources naturelles. Aussi le gouvernement est-il obligé de tenir compte d'une opinion peu favorable à des accords susceptibles de placer en des mains étrangères des entreprises appelées à un développement colossal (fer, manganèse).

Pendant quatre ans le Pérou a subi à son tour, avec un gouvernement axé à gauche, une expérience orientée dans le sens des mesures dirigistes et d'un nationalisme qui a amené un véritable chaos économique, aussi bien que politique et social. Strict contrôle du commerce extérieur, maintien artificiel de la parité de la monnaie (le sol), subventions alimentaires ont désorganisé l'agri-

culture et l'élevage, insuffisamment encouragés, tandis que les ressources pétrolières, considérables dans les territoires côtiers et dans la région orientale, restaient pratiquement inexploitées en raison de l'incertitude politique et de mesures financières peu réalistes. En donnant un vigoureux coup de barre économique, le gouvernement du général Odria a permis le développement de l'industrie pétrolière et, par l'assouplissement des mesures dirigistes et du régime monétaire, ouvre de nouveau le pays aux influences extérieures indispensables à son développement économique et à la mise en valeur de ressources immenses.

Les événements de Corée semblent avoir ouvert de nouveau la voie à une poussée inflationniste. Mais les chiffres soulignent une amélioration considérable du commerce extérieur, les exportations passant de 81 à 88 millions de dollars et les importations de 95 à 81 millions de dollars pour les sept premiers mois de 1949 et 1950, le solde de la balance étant ainsi renversé.

* * *

Une similitude de causes que nous allons tenter d'analyser a entraîné dans la plupart des États une communauté d'évolution.

En matière agricole, la monoculture si favorable en ce qui concerne le rendement, mais si aléatoire au point de vue financier, fait place à la diversité, car avec la crise mondiale des environs de 1930 sont apparus les inconvénients catastrophiques d'une chute verticale des cours lorsqu'ils s'appliquent à un ou deux produits appelés à faire à eux seuls la fortune d'une nation. Le continent sud-américain a longtemps été considéré comme la terre de prédilection de la monoculture, ce terme devant être pris au sens large: par exemple au Brésil, caoutchouc, puis café, cacao et autres productions. En revisant cette politique parfois profitable, mais imprudente, on a voulu mettre un frein à des spéculations dangereuses, meurtrières pour l'économie nationale. La diversification est parvenue à deux fins: permettre pour chaque Etat la persistance de l'exploitation de plusieurs produits destinés en majeure partie à l'exportation; satisfaire dans la mesure du possible la consommation locale par une variété plus étendue encore de cultures, mais cette fois à l'échelle nationale.

Il serait exagéré de prétendre que l'Amérique latine, longtemps considérée comme l'un des greniers du globe, a cessé de l'être. D'énormes quantités de céréales continuent à prendre le chemin des régions mondiales industrielles, là où une forte densité de population crée des centres de consommation hypertrophiés en regard d'un rendement faible ou inexistant de l'agriculture. L'Amérique latine demeure à base agricole prédominante, sauf dans quelques pays de l'ouest comme le Chili, dont la surface cultivable ne dépasse pas deux pour cent, et au Venezuela, où l'agriculture a été sacrifiée jusqu'à présent au pétrole auquel vient s'ajouter le minerai de fer.

La phase de l'exploitation des gisements de métaux précieux qui, plusieurs siècles durant, a donné lieu à une prospérité inouïe, sinon pour la masse de la population, du moins pour les chercheurs, les trafiquants, puis les grandes sociétés, n'est pas révolue ; cette extraction ne présente toutefois qu'un caractère secondaire car, au cours du dernier quart de siècle déjà, une extension considérable s'est manifestée dans la variété de l'exploitation minière. Depuis quelques années, tandis que des prospections beaucoup plus poussées, effectuées selon un plan rationnel, avaient pour résultat de déceler en quantités considérables des réserves de certains métaux dont on craignait de voir tarir la source en d'autres régions du globe, la découverte généralisée de charbon et de minerai de fer a permis d'envisager la possibilité d'une industrie lourde. Fait d'une importance capitale pour l'avenir du Nouveau-Continent, dans son aspect économique mais aussi sous l'angle politique, car on sait l'importance qu'il faut attacher pour la puissance d'une nation à l'existence d'une industrie lourde.

* * *

Deux conflits, en montrant les difficultés d'écoulement par suite de la suppression brutale de certains marchés et des entraves apportées à la circulation normale des navires marchands, ont fait apparaître aussi la nécessité de produire sur le sol national ce qui est nécessaire à la consommation locale. L'essor industriel, qui se traduit déjà par une augmentation de 30 à 60 % depuis 1938, ne parviendra sans doute pas à l'ampleur observée jadis

dans la mise en valeur agricole ; toutefois, si les éléments ruraux représentaient autrefois les quatre cinquième de la population, aujourd'hui ce sont les masses urbaines qui l'emportent dans la proportion des deux tiers.

Nécessaire pour l'agriculture, la diversification l'est davantage encore en matière d'industrie, où il est démontré qu'il ne s'agit pas seulement pour un Etat de faire fortune, mais de trouver au moment opportun ce qui est nécessaire à la vie de sa population. En outre, l'accroissement de la prospérité, bien que n'ayant atteint qu'une fraction de la population (dirigeants, classe moyenne, ouvriers), a développé la consommation locale, condition première de la réussite de l'industrialisation en présence de la dure concurrence des marchés mondiaux. L'industrialisation limitée est en voie d'accomplissement ; elle demeurera vraisemblablement dans un cadre aux contours précis et assez étroits dus au défaut de certaines matières premières essentielles, au manque de main-d'œuvre qualifiée ou non, à la rareté des communications, à la faiblesse du marché local (le revenu annuel par tête d'habitant ne dépasse pas 200 dollars, c'est-à-dire qu'il compte parmi les plus faibles du monde), parfois à la difficulté de se procurer des capitaux. L'industrie a fait appel pour son développement au financement national ; à la différence de l'agriculture, des mines, des puits de pétrole, où abondent les capitaux étrangers et spécialement nord-américains (le montant total des prêts accordés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement aux Etats sud-américains s'élevait au 31 décembre 1950 à 232, 7 millions de dollars), il s'agit surtout des investissements d'Etat qui, en Argentine et au Chili, au Mexique, l'emportent de beaucoup sur les capitaux privés. Encore faut-il noter depuis 1949 une plus large participation de ces derniers.

L'expansion industrielle a pris successivement trois formes qui aujourd'hui coexistent et, en ce qui concerne les grandes nations, les acheminent vers un meilleur équilibre économique en retirant aux ressources agricoles et minières le monopole exclusif de la richesse.

Conséquence de la prospérité, l'industrie de transformation avait pris il y a un demi-siècle un essor remarquable. Essor qui s'est poursuivi sans relâche et, tout en contribuant à l'accroissement constant de la grande culture et de l'élevage, a constitué

en lui-même une source de prospérité. Si elle demeure encore le poste le plus important de l'industrie et surtout le plus général en Amérique latine, cette forme est appelée à demeurer stationnaire, tandis que les autres sont en progression et le demeureront.

Conséquence des bouleversements mondiaux successifs, l'industrie des objets de consommation atteint une ampleur croissante, en volume comme en diversité. Née de la guerre de 1914, au cours de laquelle l'interruption des fabrications en Europe et des transports maritimes a placé la population dans un grand embarras pour se procurer les produits indispensables aussi bien que secondaires, cette forme d'industrialisation, après s'être bornée à la fabrication d'articles courants, s'est développée sous l'influence de la crise de 1930, et davantage lors du dernier conflit, tendant à satisfaire les besoins les plus divers de la population dans une mesure qui, à l'heure actuelle, est parfois totale pour certaines branches, parfois à peine ébauchée ailleurs. Des plans ont été conçus un peu partout pour la production de moteurs, de machines, de véhicules, de matériaux de construction (ciment, tuiles, vitres, bois et contreplaqué), des produits chimiques et pharmaceutiques, d'engrais et désinfectants, de papier et de carton, de quincaillerie et articles ménagers, d'alcools, de tabac, etc. Une diminution sensible s'est manifestée dans l'importation de meubles, petit outillage, chaussures, vêtements et lingerie, produits pharmaceutiques, articles courants, tandis que s'intensifiaient les achats de matières premières et d'outillage industriel.

Conséquence enfin des prospections généralisées accomplies grâce aux capitaux nord-américains, l'industrie apparaît, limitée encore à des régions bien déterminées (Argentine, Brésil, Chili, Pérou). Les exigences de la défense nationale et l'impossibilité d'obtenir sur leur propre sol la totalité de la production industrielle nécessaire à la conduite des hostilités a forcé les U. S. A. à organiser dans un secteur apte à la réalisation de leurs desseins l'expansion industrielle. L'élan donné, la situation financière prospère des pays qui en avaient bénéficié a permis de poursuivre la mise en place d'installations métallurgiques importantes. De nombreuses aciéries sont entrées en exploitation (Volta Redonda) ou en cours d'installation : en Argentine (San Nicolas), au Chili (Concepcion), en Colombie (Paz de Rio, où l'industrie sidérurgique, selon les projets du nouveau plan quinquennal 1951-1955,

doit se borner à satisfaire la consommation en produits finis d'acier par les usines de Baranquilla); forme d'activité la plus récente, la plus décisive aussi, limitée seulement par l'éloignement des gisements houilliers et l'accès souvent difficile des minerais à exploiter.

Peut-on conclure de là à la possibilité d'une économie en circuit fermé, où s'équilibreraient agriculture, mines, commerce, industrie, où la consommation pourrait être satisfaite par la seule production locale ? L'affirmer serait une conclusion pas seulement prématurée, mais contraire à des réalités de caractère permanent ; si, au bout d'un délai assez long, se réalise une expansion industrielle aux vastes possibilités, il existe d'autre part des limites bien nettes dont il sera impossible de s'affranchir.

* * *

Les courants d'échanges n'ont pas subi de modifications essentielles en orientation, mais plutôt en nature. Guerres mondiales et crises de surproduction ne représentent que des phénomènes passagers, provoquant de profondes perturbations, momentanées et non permanentes. Peu à peu des courants traditionnels ont retrouvé leur équilibre, sans qu'il soit toutefois possible de parler d'une identité de matières échangées, car les pays latino-américains ont tenté, dans la mesure de leurs forces, de pallier à une situation susceptible de se reproduire. Europe et Amérique du Nord n'ont pas été l'objet de bouleversements tels qu'on puisse envisager une chute considérable dans les relations avec eux, mais la transformation économique de la partie méridionale du Nouveau Continent a modifié de nombreux postes de ces rapports.

Dès 1940, des changements radicaux d'orientation se sont produits dans la structure du commerce extérieur ibéro-américain. Au blocus exercé contre l'Allemagne et les pays occupés avait fait suite la disparition complète du marché européen, la Grande-Bretagne seule exceptée, avec les difficultés de la navigation maritime et la réquisition des navires, pour ne laisser d'autre solution que l'essor grandissant des relations avec l'Amérique du Nord. La prolongation de cet état de choses permit un moment de craindre comme définitive une évolution du commerce motivée

par des événements momentanés. Contrairement aux prévisions pessimistes, l'Europe, la guerre achevée, a recherché ses traditionnels marchés, rendus indispensables par la déficience de sa production, le déséquilibre de sa situation financière, ses besoins accrus.

Le courant d'échanges ne se présente toutefois plus sous le même aspect qu'autrefois. Les articles de luxe européens ont toujours exercé sur les milieux privilégiés ibéro-américains une séduction incontestable ; inégalables, les articles recherchés ont cruellement fait défaut pendant les années d'hostilités, et c'est en vain qu'on a tenté de les concurrencer. Les U. S. A. ont réalisé un gros effort dans ce domaine, parfois aussi une production locale a été envisagée; si, dans une faible mesure, certains articles ont réussi à satisfaire une partie de la clientèle, la moins exigeante, il a suffi que réapparaisse l'offre européenne (vins et liqueurs, mode, parfums, voire automobiles) pour que de nouveau la vogue suscite un important volume d'achats. Dans sa presque totalité, le marché de luxe européen a retrouvé sa clientèle, auprès de laquelle il demeurera irremplaçable s'il maintient ses traditions de qualité, d'originalité, de séduction.

Sur d'autres terrains se manifeste un net changement. Déclin des produits et objets finis, persistance pendant quelque temps encore des produits semi-finis. De plus en plus, achats à l'Europe de matières premières et surtout d'équipement. Un vaste marché s'offre à elle pour l'exportation de biens d'équipement, de produits semi-finis (lingots d'acier, pièces détachées, pâte à bois), et aussi pour l'assistance technique et financière de la part de la France, de la Suisse, du Benelux, bientôt de l'Allemagne occidentale.

Dans le sens est-ouest, on note aussi une importante modification de la répartition géographique en raison du bouleversement politique de l'Europe. Seuls certains courants demeurés indispensables (achats britanniques de café brésilien, de viande d'Argentine et d'Uruguay, du sucre cubain et dominicain) se sont maintenus. Mais l'Europe occidentale, à elle seule, achète encore chaque année pour près de deux milliards de dollars à l'Amérique latine, et ne lui vend que pour une valeur moitié moindre environ. L'Argentine et l'Uruguay, moins directement intéressés que le reste du continent par la reprise des achats massifs nord-américains, persistent à regarder vers l'Europe et s'orientent peu à peu vers la libéralisation des échanges.

Les U. S. A. n'ont maintenu qu'en partie le rythme de leurs échanges avec l'Amérique latine, n'ayant que faire, pendant ces dernières années, de ses produits miniers ou agricoles, et cherchant seulement des débouchés pour son industrie.

Les achats aux U. S. A. ont subi une sensible diminution ; de 3,850 milliards de dollars en 1947, leur valeur totale est descendue à 2,7 milliards de dollars en 1949. La raison essentielle réside dans la pénurie générale de dollars. Pendant la période de guerre, puis de reconversion, les importations de l'Amérique latine, qui cherchait souvent à obtenir des produits indispensables, se trouvèrent limitées à un mince volume parce que les U. S. A., soucieux de leur propre marché national, ne pouvaient exporter que parcimonieusement. A partir de 1946, les possibilités d'un plus large approvisionnement, jointes à de fortes réserves de dollars constituées pendant la guerre par suite des marchés de matières premières conclus avec Washington à des prix avantageux, permirent un accroissement notable du volume d'importations nord-américaines. Mais bientôt, les U.S.A. ayant réalisé une contraction de leurs achats de denrées agricoles et de minerais, les cours mondiaux ayant subi une baisse sensible, la balance commerciale devint fortement déficitaire pour les pays latino-américains dont les réserves en dollars fondirent avec rapidité. Débiteur avant-guerre d'environ 40 millions de dollars, devenu créditeur de 317 millions de dollars en 1945 (année la plus favorable), le solde de la balance redevient débiteur d'un milliard de dollars en 1947, (année la plus défavorable) pour retomber à 200 millions de dollars en 1948 et se résorber en 1949 (vraisemblablement créditeur en 1950).

De deux ans datent les débuts d'une troisième période au cours de laquelle les gouvernements ont dû procéder à des mesures strictes de restrictions afin de sauver la situation financière ; cette époque où les Etats ibéro-américains, à court de dollars, recherchent de plus en plus les fournisseurs susceptibles d'être payés en devises faibles correspond avec la réapparition de l'Europe comme marché exportateur. Les achats d'articles « non essentiels » et de luxe aux U. S. A. subissent une forte contraction : textiles, automobiles et accessoires, frigidaires et appareils ménagers, radios et phonos, etc. dont la valeur a diminué de moitié. De plus, beaucoup de pays sud-américains disposent maintenant d'une industrie nationale qui les met en mesure de fabriquer une quantité d'objets

variés, adaptés aux goûts du marché national. Aussi est-il peu probable que l'on assiste, sauf pour l'équipement (machines et tracteurs agricoles, machines industrielles) et certaines matières premières (pétrole), à une forte augmentation des ventes nord-américaines, payables en dollars et pas toujours conformes aux désirs de la clientèle.

Le volume des ventes n'a pas suivi une courbe identique. Si le *boom* des années de guerre s'est vite dégonflé, une fois les stocks reconstitués, il est cependant demeuré un courant en quelque sorte permanent de produits dont la consommation aux U. S. A. est élevée, et la production insuffisante ou même inexistante. Cette contraction des ventes s'est accompagnée d'une baisse des cours, de sorte qu'en fin de compte il en est résulté un sérieux fléchissement de la source de dollars. Mais après une hausse sensible de certains cours dès 1949 (café, laine, peaux, cacao, etc.), la tension internationale a provoqué depuis l'été dernier un retour au moins partiel de la situation antérieure, c'est-à-dire qu'une demande beaucoup plus sensible de matières premières en vue de la reconstitution des stocks et de la remise en route du programme d'armement accompagne la hausse, cette fois générale, des prix, des plus favorables pour l'économie ibéro-américaine. Le Chili verra se développer ses ventes de cuivre, plomb, manganèse ; le Pérou, de cuivre, plomb, caoutchouc, pétrole ; la Bolivie, de cuivre, plomb, étain, zinc, manganèse, caoutchouc, de laine et de peaux, de pétrole ; le Brésil, de manganèse, peaux et laine, café, cacao ; Cuba, de sucre et manganèse ; le Venezuela, de pétrole et fer ; le Guatemala, de bois, plomb ; l'Amérique centrale, de caoutchouc ; l'Equateur, de pétrole et de bois, etc. D'où la réapparition, dès le début de 1950, de balances commerciales créditrices de presque tous les pays de l'Amérique latine.

L'Extrême-Orient demeure un débouché certes vaste, mais toujours virtuel. Des marchés neufs sont apparus : ainsi un volume très important de produits manufacturés en Argentine prend le chemin de l'Afrique du Sud. Enfin les échanges, en dépit des tentatives d'organisation du continent sud-américain, s'y heurtent aux conditions naturelles, à la déficience des moyens de transport, au caractère souvent parallèle des économies, à l'instabilité politique qui se reflète dans une mesure non négligeable sur l'aspect économique, à des complications douanières. On avait

fondé beaucoup d'espoirs sur le traité chilo-argentin (janvier 1947) — en attendant la réalisation des ambitieux projets concernant la création d'un vaste bloc économique dirigé par l'Argentine et comprenant Chili, Pérou, Bolivie, Paraguay, Uruguay — sur la Charte de Quito (10 août 1948), sur les grandes conférences panaméricaines : Panama (1939), La Havane (1940), Rio (1942), Mexico (février 1945), Rio (août 1947), Bogota (mars 1948), La Havane même (1948), en dépit de son caractère international.

De même que l'expérience économique de l'Argentine a échoué sous sa forme dirigiste quasi-totalitaire, le handicap se trouvant limité dans la mesure où l'on a su faire preuve d'assouplissement, de même les tentatives du gouvernement de Buenos-Aires pour organiser sous son égide un rapprochement économique étroit avec les autres pays sud-américains ont fait long feu. On avait pu croire à un départ favorable lors de la signature du traité chilo-argentin, puis des conversations relatives à la fameuse entité ABC (Argentine, Brésil, Chili), s'accompagnant plus tard d'un important accord entre Rio et Buenos-Aires. L'idée d'un tel rapprochement n'était pas irréalisable si l'on tient compte du caractère largement complémentaire de l'économie de ces pays, auxquels d'autres pouvaient se joindre, et il aurait été aisé de s'entendre sur un programme concret. Mais des influences extérieures, les défiances d'ordre politique et l'instabilité, la perspective d'échanges en apparence plus avantageux avec d'autres pays, n'ont pas permis jusqu'à présent la mise en œuvre d'une entente qu'un avenir proche peut fort bien voir sortir des chimères. En regard des difficultés soulevées par l'organisation du continent européen, c'est-à-dire en fait des seules nations occidentales, la constitution de blocs régionaux en Amérique latine (partie méridionale en particulier) paraît liée à une simple volonté de décision de la part des gouvernements intéressés. A l'heure actuelle, si l'on fait exception pour le travail sérieux accompli après l'élaboration de la Charte de Quito, on se retrouve au point de départ ; la politique d'achats massifs de la part des U. S. A., si elle persiste, ne facilitera pas une entente entre Etats au moment où certains voient déjà la réapparition de la prospérité d'antan.

* * *

Ce sont ces transformations de structure qui, à leur tour, ont provoqué dans la situation financière d'importants changements. De débitrice, l'Amérique latine est devenue créditrice. Résultat capital : elle n'est plus seulement une terre de placements fructueux pour les capitaux étrangers, mais d'investissements nationaux acquis de fraîche date.

Facteur le plus décisif de l'indépendance économique, l'afflux de capitaux, tant nord-américains que nationaux, a hâté l'essor de l'industrialisation et le développement des moyens de communication, préétablis, et non plus dans le seul intérêt de sociétés étrangères. En raréfiant les possibilités d'importations, en développant à l'extrême, et dans des conditions fort avantageuses, les exportations de produits agricoles et miniers, les hostilités ont permis à l'Amérique latine, qui avait déjà sensiblement amélioré au cours des vingt dernières années sa position financière par des mesures judicieuses, de s'affranchir en grande partie de la tutelle étrangère. De massives rentrées de dollars, obtenues grâce à un volume considérable de ventes aux Alliés sans contrepartie possible, ont abouti à libérer le budget des crédits consacrés au service des emprunts, à opérer le rachat d'entreprises et de services publics (chemins de fer, ports, industries, installations frigorifiques, etc.) jusqu'à présent exploités au bénéfice des sociétés étrangères qui en avaient assuré la création (le 25 août 1951, la Compagnie nationale du pétrole, financée par l'Etat colombien, reprendra les installations pétrolières de l'International Petroleum Cy, entreprise affiliée à la Standard Oil of New-Jersey), à contracter aux U. S. A., grâce à une trésorerie plus aisée, de nouveaux emprunts, cette fois sur une base beaucoup plus avantageuse, le capital étranger étant appelé désormais à agir sous la nationalité du pays emprunteur. On estime à plus de sept milliards de dollars les investissements nord-américains en Amérique latine, alors qu'ils ne dépassaient pas 3,2 milliards de dollars avant-guerre.

Toutefois cet assainissement financier d'une ampleur brillante était trop tributaire des conditions de prospérité momentanées pour ne pas subir l'éclipse après le retour à une économie normale. Encore fort satisfaisant, beaucoup plus qu'avant-guerre pour tous les pays sans exception, il a subi jusqu'en 1949 un déclin certain. L'absence de plan en est la cause dans certains pays ; dans d'autres,

c'est au contraire l'ambition des plans qui provoque de graves déboires. Cependant, par suite de la modification de la structure économique et de la disparition de certaines influences étrangères, le retour des catastrophes brutales qui ont laissé un souvenir persistant dans toute l'Amérique latine semble désormais écarté.

Cette nouvelle position financière a eu à son tour pour conséquence une modification parfois sensible des rapports entre Etats sud-américains et grandes puissances qui s'y étaient autrefois ménagé de solides positions considérées comme intangibles. Un nationalisme vif, parfois exacerbé, s'affirme avec force dans les conférences panaméricaines ou internationales, se signale même en revendications territoriales plus ou moins fondées (terres antarctiques, Honduras britannique, Guyanes.

* * *

Peut-on considérer avec optimisme les perspectives économiques de l'Amérique latine ? En apparence illimité, le potentiel économique est tributaire de conditions défavorables ; certaines s'atténueront peu à peu, dans un délai variable selon les pays, d'autres revêtent un caractère permanent.

Les difficultés temporaires sont d'ordre très divers. Parmi elles, citons la pénurie des moyens de transport, source de complications pour les relations entre Etats sud-américains et d'entraves à l'exploitation de gisements très riches et abondants ; l'instabilité de la conjoncture politique qui retarde l'application des efforts à longue haleine et désorganise les finances au profit d'une classe privilégiée. Le système hydrographique ne comporte aucun lien entre ses différentes artères ayant à franchir des étendues désertiques et navigables seulement sur une faible partie. Si l'on excepte quelques régions mieux exploitées de l'Argentine, les chemins de fer sont réduits à quelques grandes lignes, la chaîne des Andes n'étant traversée qu'en un seul point. Le portage à dos d'animaux demeure le seul moyen de transport dans des zones rendues inaccessibles par les obstacles naturels (désert, montagne, forêt vierge). Des routes conçues sans plan bien défini font place à des sentiers muletiers dès qu'on s'éloigne des grandes villes. Au cours de ces dernières années, un effort a été entrepris pour

développer les moyens de transport, en particulier cet immense autostrade construit à grands frais dans un but stratégique, traversant de part en part le Nouveau Continent sur des milliers de kilomètres, de l'Alaska à la Terre de Feu [1] ; d'autre part, un réseau serré de communications aériennes s'est développé avant même que soit conçue la pénétration par le rail ou la route : au Mexique (Compania Mexicana de Aviacion), en Argentine (F. A. M. A., ZONDA), au Chili (LAN); des lignes intérieures sillonnent les diverses régions et les mettent en communication avec les grandes liaisons intercontinentales ; Venezuela, Equateur et Colombie ont constitué en commun une flotte marchande qui a pris le nom de *Gran Colombiana.*

La pénurie de main-d'œuvre forme un grave obstacle dans des contrées à densité déjà faible. Attirés surtout depuis la dernière guerre par les hauts salaires et l'attrait de la ville, une grande partie des travailleurs agricoles ont délaissé les cultures pour gagner les grandes cités et les centres industriels. L'utilisation de cette main-d'œuvre inexpérimentée a d'ailleurs entraîné dans les entreprises industrielles une baisse de rendement parfois sensible. Seuls des remèdes partiels peuvent être envisagés, tels que la reprise de l'immigration, autrefois fort importante (l'Amérique latine s'est enrichie de la main-d'œuvre et des cadres européens) et pratiquement stoppée depuis la guerre de 1914 par des mesures très strictes inspirées de la législation nord-américaine ; les gouvernements sud-américains souhaitent la reprendre sur de nouvelles bases plus prudentes (en Argentine, par exemple, les pouvoirs publics ont décidé l'admission de quatre millions d'émigrés, échelonnée sur plusieurs années). C'est l'Italie qui envoie le plus fort contingent d'ouvriers et, même, on envisage le départ d'entreprises industrielles entières. La faiblesse du pouvoir d'achat de la population empêche de donner de l'ampleur à l'industrie se consacrant au marché intérieur. Sans doute est-elle appelée à s'atténuer ; on est loin néanmoins des centres surpeuplés d'Europe ou d'Asie, et la concurrence mondiale ne joue pas en faveur de l'industrie sud-américaine.

---

[1] En 1950 a été terminé le tronçon mexicain de la route pan-américaine, et plus de 16.000 kilomètres de voies carrossables ont été aménagées depuis quatre ans.

La limite semble donc bien fixée, et rend hypothétique l'espoir, même lointain, d'un essor industriel comparable à celui de la production agricole. Ces deux branches obéissent à des conditions tout à fait différentes, et l'Amérique latine est destinée, malgré ses richesses minières et sa prospérité, à conserver un caractère agricole prédominant.

En dépit de ces handicaps, rien ne s'oppose toutefois à une progression favorable de la conjoncture dans cette partie du Nouveau Continent. La situation financière connaît parfois des heures difficiles, mais c'est en général le signal d'avertissement salutaire, le début d'une réaction contre la politique de facilité si naturelle à la mentalité sud-américaine. D'un budget sujet parfois à de lourds déficits on ne peut déduire des conséquences plus pessimistes que lorsqu'il s'agit d'autres continents. A l'abri de solides barrières douanières, l'industrie a bénéficié de conditions économiques exceptionnellement favorables. Un léger retour aux mesures libérales est en vue dans certaines branches où déjà l'Amérique latine se considère en mesure d'affronter la concurrence mondiale. Il s'en faut que la production industrielle ait atteint son développement normal, la fabrication de qualité désirable, les méthodes de travail à rendement efficace. Elle se consolide cependant avec la présence de vastes richesses minières dont l'exploitation rationnelle ne servira pas seulement aux livraisons vers l'étranger, mais en premier lieu à l'utilisation nationale du plus haut intérêt.

La nouvelle hausse des cours à laquelle on assiste depuis quelques mois concerne une gamme variée de produits sud-américains. Elle se produit à un moment où l'instabilité des conditions politiques, nuisant à la bonne marche des affaires, a amenuisé la prospérité exceptionnelle des années de guerre. Même en le supposant momentané, l'apport supplémentaire de crédits permettra de franchir un nouvel échelon de la mise en valeur du pays.

Mais surtout la note résolument optimiste est donnée par la découverte et la mise en exploitation de réserves prodigieuses, elles-mêmes considérées comme une fraction d'autres richesses encore mal connues. C'est ainsi qu'avec les terres antarctiques et le prolongement de la Terre de Feu apparaît une extraction certes malaisée, mais riche de promesses concrétisées par le charbon et le pétrole, les métaux courants et les métaux rares. L'Amazonie,

un continent à elle seule, partagée entre plusieurs nations signataires de l'accord créant en 1950 un Institut international du bassin de l'Amazonie, est à exploiter, et jusqu'à présent aucun effort sérieux de mise en valeur n'a été réalisé en dehors du Pérou ; le but essentiel de l'Institut est de coordonner les travaux et expériences scientifiques déjà nombreux, de la part du Brésil et de la Colombie surtout (où d'autre part la Banque internationale a décidé la mise en application d'un plan quiquennal 1951-55 dont le coût total est évalué à 5 milliards de pesos, soit 2,5 milliards de dollars), afin d'aménager des ressources que les enquêtes effectuées pour le compte des U. S. A. pendant la guerre avaient révélées quasi inépuisables : bois, caoutchouc et quinine, ressources alimentaires, huiles comestibles, huiles minérales, etc. Au Venezuela, dont le pétrole a fait la richesse, voici qu'apparaît le fer, au moment où les U. S. A., en dépit de leurs immenses ressources, commencent à chercher de nouveaux gisements. Avec le Canada, le Venezuela se prête, comme le Brésil (Mont Caué), à la production d'un minerai à haute teneur qui contribuera à enrichir encore une économie déjà privilégiée.

JEAN MALABARD.

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE LÉMANO

G.-A. Schaefer
LAUSANNE
12 bis place St-François
Tél. 23 66 22

● *Spécialistes en matière fiscale*

Société reconnue par le Conseil fédéral comme institution de revision au sens de l'art. 732 C. O.

Discrétion absolue